

ST. BONIFACE, SAMEDI, 6 MARS, 1880



LE "METIS."

Samedi, 6 Mars, 1880.

DECENTRALISATION JUDICIAIRE.

Par l'Acte des Cours de Comté de 1879, il est pourvu à l'organisation de nouveaux districts judiciaires dans cette Province. Chacun des comtés de Selkirk de Provencher, de Lisgar, de Marquette Est et de Marquette Ouest, a une Cour Civile; mais il est évident que quelques uns de ces comtés, aujourd'hui que la population est devenue plus considérable, ont les limites trop étendues pour n'avoir qu'une seule cour; aussi, il est devenu nécessaire d'organiser de nouveaux comtés judiciaires, afin d'éviter aux plaideurs des frais considérables de voyage et une grande perte de temps. Tout en admettant cette nécessité, nous croyons devoir insister sur le fait qu'aucun changement ne doit être opéré sans que les intérêts de la population qui y est concerné soient pris en considération.

Nous faisons ces remarques à l'occasion de certains changements qui, dit-on, doivent avoir lieu prochainement dans le comté de Provencher. Un nouveau district judiciaire dont le siège de la cour serait à Emerson est sur le point d'être organisé, avec des limites beaucoup trop étendues et surtout trop mal distribuées, pour en rendre l'utilité appréciable par une partie assez considérable de la population qui doit en dépendre.

Le choix d'Emerson est une erreur à notre point de vue, car l'endroit n'est pas du tout central, du moins pour le district tel que proposé. En second lieu, nous croyons qu'une grande injustice a été commise, envers les habitants de la division électorale de Ste. Agathe, en les incluant dans ce nouveau district judiciaire, lorsque leurs intérêts sont plutôt dans la direction de St. Norbert ou de Saint Boniface, que dans celle des localités au sud de leurs établissements. D'ailleurs la population de cette division étant presque exclusivement française, il en est plus juste de les laisser dans un district où les officiers de la cour comprennent et parlent cette langue. Nous espérons que le gouvernement reconsidérera cette décision et qu'aucune pareille injustice ne sera commise.

Pendant que nous sommes à parler des cours de comté, il n'est pas hors de propos de dire un mot sur les salaires que les greffiers de ces cours ont reçus jusqu'au premier de ce mois; mais qui pour une raison que nous ne pouvons nous expliquer ont été retranchés. Il ne reste aujourd'hui à ces officiers que les maigres honoraires accordés par la loi sur les causes entrées en cour. Pour notre part nous sommes d'opinion que si le gouvernement désire avoir des officiers fidèles et intelligents, capables de remplir les devoirs de leur charge, il doit les payer et les payer convenablement; si au contraire ces officiers ne reçoivent qu'une faible pitance, le service en souffrira et le public davantage. Dans certains comtés les honoraires atteignent à peine le chiffre de deux cents piastres; et il n'est pas possible d'espérer d'obtenir les services d'une personne compétente pour un salaire aussi minime; le cas est plus grave encore si les dis-

tricts sont subdivisés. Le gouvernement accordait autrefois un salaire de cinq cents piastres en sus des honoraires perçus, à chacun des greffiers. Il ne nous est jamais venu à l'idée de croire que ces salaires fussent exorbitants; mais nous ne pouvons nous empêcher de dire que le gouvernement a manqué de sagesse en retranchant le montant accordé à même la caisse publique.

A PROPOS DE PATRONAGE PUBLIC.

Nous remarquons avec regret que le gouvernement fédéral a presque complètement oublié les canadiens français dans la distribution des positions sur le chemin de fer Pacifique Canadien. Nous ne connaissons que deux employés qui n'occupent des situations que les seconds. Il nous semble que nous devrions avoir une plus large part de ce patronage. La plupart des employés déjà nommés viennent de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau Brunswick; venus ici à grands frais. Nous ne manquons pourtant pas à Manitoba, de compatriotes connaissant bien les deux langues qui seraient en lieu de remplir avec avantage des positions sur ce chemin et qui pourraient le faire à la satisfaction du public et du gouvernement. De plus, nous ne pensons pas que le gouvernement serait blâmé en favorisant un peu plus les canadiens français, ce qui ne serait que justice leur rendre. On nous assure qu'en ce moment, il y a encore des positions à donner et que les noms de plusieurs canadiens-français de Manitoba sont recommandés au gouvernement. Espérons que Sir Charles Tupper fera droit à leur demande.

NOUVELLES D'OTTAWA.

On annonce la nomination prochaine de l'Hon. M. McDougall comme juge à Manitoba, à la place du défunt Juge McKenney.

M. Thomas White M. P. a introduit un acte pour incorporer une compagnie devant construire un pont sur la Rivière Rouge et sur la Rivière Assiniboine à Winnipeg.

L'Hon. M. Roy est très occupé à faire régler plusieurs questions affectant les intérêts de la Province. Il a déjà visité chacun des départements de l'Administration; mais plus particulièrement le bureau des terres au sujet des patentes qui se font attendre depuis si longtemps.

L'Hon. M. Roy a donné avis à la Chambre des Communes, qu'il demandait au Gouvernement: si c'est son intention de commencer la construction des nouvelles bâtisses pour le Parlement de Manitoba dans le cours de la présente année. Aussi si c'est son intention d'étendre les limites de la Province à l'Ouest en comprenant la Petite Saskatchewan et à l'Est jusqu'aux limites d'Ontario? Aussi, si c'est son intention de nommer un agent d'Emigration à St. Boniface?

ASSEMBLEE A ST. PIERRE.

Samedi dernier, une assemblée de électeurs de la division électorale de Ste. Agathe, avait lieu à la maison d'école de St. Pierre, Rivière aux Rats. Cette assemblée était convoquée par M. Alexandre Kitchin, M.P.P., dans le but de rendre compte de sa conduite parlementaire et aussi, pour donner quelques explications sur la loi municipale passée durant la dernière session.

M. Elie Vinet, juge de paix, fut nommé président.

Sur l'invitation du président, M. Kitchin fit part à ses électeurs des efforts qu'il a fait pour obtenir du gouvernement plusieurs améliorations importantes dans sa division. Il passa ensuite en revue les travaux de la dernière session, et il expliqua la position prise par lui sur certaines mesures adoptées par la chambre. Ces mesures ne rencontraient pas s'vies; mais il a dû les accepter à cause de l'infirmité d'une opposition de sa part. Il cita notamment la loi municipale, qui d'ailleurs, n'est pas désirable à présent. Après avoir expliqué longuement cette loi, il termina en promettant à ses électeurs de continuer de travailler dans leur intérêt en particulier et aussi pour l'avancement et le progrès de la Province; et il espérait en agissant ainsi, continuer de mériter leur confiance.

L'Hon. Député fut écouté avec beaucoup d'attention, et sur proposition de M. J. Ruckon secondé par M. Martin Jerome. Un vote de remerciements lui fut offert à pour les services qu'il a rendus à sa Division Electorale durant la dernière session.

Nouvelles Locales

—La maille du Nord-Ouest est arrivée après un retard d'une semaine.

—Le moulin à farine de St. Boniface est en pleine opération.

—Deux nouvelles locomotives sont arrivées à la station.

—Les communications télégraphiques avec le sud sont interrompues.

—Dans plusieurs paroisses des assemblées ont déjà eu lieu au sujet de l'organisation municipale.

—Les Hon. MM. Norquay Brown et McMillen sont partis cette semaine pour Ottawa.

—Un employé du chemin de fer a eu un bras brisé entre deux chars, à la station de St. Boniface, mardi dernier.

—Le trafic est de nouveau suspendu sur la ligne des chemins du Manitoba, à cause de la grande quantité de neige couvrant la voie.

—L'ingénieur en charge du chemin de fer demande des soumissions pour la construction d'un pont sur le ruisseau, sur la Rivière Rouge entre St. Boniface et Winnipeg.

—Nous avons maintenant un convoi régulier deux fois par semaine, sur le chemin de fer de St. Boniface au Lac Travers (Cross Lake). Le départ de St. Boniface a lieu les lundis et mercredis à 8 heures, A.M.

—La cour criminelle a été ouverte mardi dernier, sous la présidence de Son Honneur le juge en chef. Nous regrettons que la santé de l'Hon. juge Dubuc ne lui ait pas permis de présider ce terme.

—Le Rôle d'évaluation de l'arrondissement scolaire de St. Boniface porte à \$143,520.00 la valeur de la propriété dans cette localité, au lieu de \$139,193.00 montant de l'évaluation de l'an dernier.

—M. George P. Nelson, du chemin de fer Pacifique Canadien, demande des soumissions pour 10,000 cordes de bois qui devront être livrés sur la ligne du chemin entre Emerson et le Lac Travers. Chacun

peut se mettre pour la quantité qu'il se propose de fournir.

—Le Rev. Père Théobald Bitsch, missionnaire de St. Leon, Montagne de Pembina, était à St. Boniface cette semaine. Ce zélé pionnier de la Colonisation dans cette partie de notre Province, nous a donné des nouvelles bien favorables sur les succès obtenus par les quelques soixante familles canadiennes établies dans ce district.

La présence.

La Gazette du Canada publiait samedi une dépêche du Secrétaire d'Etat au département des colonies en date du 3 novembre 1879, au sujet des changements qui ont été faits et voici, tel que modifié, le tableau de présence:

1. Le gouverneur-général ou l'administrateur du gouvernement.
2. Le premier officier à l'ancienneté, commandant les troupes de Sa Majesté au Canada, s'il a le rang de général, et l'officier commandant les forces navales de Sa Majesté, station de l'Amérique Britannique du Nord, s'il a le rang d'amiral. Leur présence relative sera déterminée par les règlements royaux à ce sujet.
3. Le lieutenant-gouverneur d'un territoire.
4. Le lieutenant-gouverneur de Québec.
5. Le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Ecosse.
6. Le lieutenant-gouverneur du Nouveau-Brunswick.
7. L'archevêque et évêques à l'ancienneté.
8. Les membres du cabinet à l'ancienneté.
9. Le président du sénat.
10. Le juge en chef de la Cour Suprême du Canada.
11. Les juges en chef des Cours de loi et d'équité à l'ancienneté.
12. Les membres du Conseil privé n'appartenant pas au cabinet.
13. Les officiers généraux de l'armée de Sa Majesté de service au Canada, et les officiers ayant rang d'amiral dans la marine royale, station de l'Amérique Britannique du Nord, n'ayant pas le commandement en chef. La présence relative de cet officier sera déterminée par les règlements royaux.
14. L'officier commandant les forces de Sa Majesté au Canada, s'il a le rang de colonel ou un rang inférieur et l'officier commandant les forces navales de Sa Majesté, station de l'Amérique Britannique du Nord, s'il a un rang équivalent; leur présence relative sera déterminée par les règlements royaux.
15. Les membres du Sénat.
16. L'Orateur de la Chambre des Communes.
17. Les Juges puisés de la Cour Suprême du Canada à l'ancienneté.
18. Les juges puisés des cours de loi et d'équité à l'ancienneté.
19. Les membres de la Chambre des Communes.
20. Les membres d'un conseil exécutif provincial dans leur province.
21. L'Orateur du conseil législatif dans sa province.
22. Les membres du conseil législatif dans sa province.
23. L'Orateur de l'Assemblée législative dans leur province.
24. Les membres de l'Assemblée législative dans leur province.
25. Les juges d'une cour quelconque en retraite, venant après les juges actuels des cours auxquelles ils ont appartenu.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE MANITOBA

Quatrième Parlement—Première Session,

Mardi, 3 Février, 1880.

L'Orateur prend le fauteuil à 3 heures P.M.

Le Dr. Cowan, demande si c'est l'intention du gouvernement d'améliorer les grands chemins de la Province, ou si ces chemins seront laissés à la charge des municipalités.

L'Hon. M. Norquay répond: Que le gouvernement n'a pas proposé pas de laisser aux municipalités toute la charge des travaux nécessaires. Dans tous les endroits où les améliorations nécessiteront une grande dépense, le gouvernement intervient.

M. Broland demande si le siège de la Cour du Comté de Marquette Est a été changé? Si oui, pour quelle raison?

L'Hon. M. Girard, en réponse dit que le changement était projeté, et qu'il n'hésitait pas de faire savoir à l'honorable membre, que cette décision pouvait être prise par le gouvernement pour plusieurs raisons. La première et la plus plausible, c'est parce que la Baie St. Paul est l'endroit le plus central du district. Le bureau d'enregistrement est aussi là, et il est plus facile à ceux qui ont affaire à l'Administration de la justice d'y trouver le confort nécessaire aux voyageurs. La question n'est pas encore tout-à-fait décidée, ajoute-t-il; et le gouvernement est prêt à écouter toute objection qui pourrait être faite à l'encontre de ce changement. Dans tous les cas, l'Honorable Membre peut être assuré que tout ce qui sera fait, le sera dans l'intérêt général.

Monsieur Scott propose une adresse demandant un état des finances au 31 décembre dernier, et aussi une adresse demandant un compte détaillé des dépenses encourues lors de l'exposition des produits de cette Province à Ottawa.

L'Hon. M. Norquay dit qu'il est heureux de déposer sur la table un état des comptes publics dans lesquels l'Hon. membre de Winnipeg trouvera tous les renseignements désirés.

M. Drummond, demande un état des agents prêtés ou donnés aux municipalités de cette Province, durant l'année écoulée. Adopté.

M. Ross propose la troisième lecture de l'Acte concernant l'étude et la pratique de la loi.

Sur motion de M. Ross l'acte pour amender l'acte concernant la protection du gibier dans la Province, est soumis au comité général de la chambre. M. Sutherland au fauteuil. Le comité se lève, fait rapport, et le rapport est adopté.

M. Atkins propose la considération en comité général, de l'acte au sujet du transport des hypothèques par les exécuteurs et les administrateurs. M. Lisett au fauteuil.

Le comité se lève, fait rapport et le rapport est adopté.

M. Ross propose que la chambre se forme en comité général sur l'acte incorporant la Compagnie des Chars Urbains de Winnipeg. M. Nash au fauteuil.

Après une vive discussion, quelques clauses de l'acte sont amendées, puis le comité se lève, fait rapport et le rapport est adopté.

L'Hon. M. Brown propose la seconde lecture de l'acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de Westbourne et du Nord-Ouest.

M. Scott soulève une discussion sur le projet de l'introduction de cet acte. Il rappelle au gouvernement l'avis donné par les autorités fédérales, au sujet des chartes de mandes par les compagnies de chemins de fer, qui devraient toujours être obtenues de la législature fédérale. L'hon. M. Brown répond que le chemin de fer que se propose de construire cette compagnie, étant entièrement en dedans des limites de la Province, il ne croyait pas empiéter sur les attributs des autorités fédérales en proposant cette mesure.

L'acte étant lu une seconde fois, la chambre se forme en comité général. M. Atkins au fauteuil.

Le comité se lève, fait rapport et le rapport est adopté.

L'hon. M. Walker propose la seconde lecture de l'acte concernant les municipalités.

Il n'est pas nécessaire dit-il d'expliquer la mesure dans tous ses détails : elle est le vœu presque général des membres de cette législature. Le chef du gouvernement en a fait une des principales parties de son programme politique au moment des dernières élections. Comme il se propose de soumettre la considération de cette loi à un comité spécial de la chambre, il aura occasion d'en faire connaître plus amplement les dispositions lorsque le rapport de ce comité sera soumis à la chambre.

L'hon. M. Girard, en secondant la motion dit qu'il considère cette mesure comme la plus importante de la session. Dans d'autres pays, on a eu beaucoup de difficultés à y introduire de semblables organisations ; mais il espère qu'il n'en sera pas ainsi dans cette Province. Depuis longtemps dans Manitoba, la population demande une organisation municipale, et en plusieurs circonstances des instances ont été faites auprès du gouvernement dans ce sens. Déjà on a passé une loi pourvoyant à une organisation partielle aujourd'hui il faut plus le système est indubitablement bon ; il a été mis en pratique ailleurs avec succès et son application ici ne peut que contribuer à la prospérité de notre Province. On ne peut espérer que cette loi sera parfaite au premier abord. Dans les vieilles Provinces des lois municipales existent depuis plusieurs années, cependant on les amendement souvent afin de les rendre plus efficaces. Il est étonnant que la législature aide le gouvernement dans ce travail. En passant de telles mesures, on doit prendre en considération les usages et les coutumes de la population ; aussi une clause a été ajoutée à l'acte permettant aux localités qui ne voudraient pas profiter des dispositions de cette mesure, de refuser par leur vote d'en accepter l'application. Il ne croit pas qu'il y ait une seule municipalité qui n'acceptera pas avec plaisir une pareille loi, si ce n'est de suite du moins bientôt après son adoption. L'hon. Ministre donne ensuite des explications très détaillées sur les avantages de cette loi : expliquant que dans le cas de dépenses ordinaires la municipalité aura à y pourvoir, ses conseillers ayant le droit de prélever l'argent nécessaire à cette fin. Dans le cas de dépenses extraordinaires telles que ponts etc., alors chaque municipalité aura le droit de demander de l'aide au gouvernement. Il passe ensuite en revue les pouvoirs accordés à chaque corporation municipale pour l'administration de ses affaires.

M. Hay comprend qu'il est nécessaire de donner aux localités qui ne

sont pas prêtes à accepter la mise en opération de la loi municipale, la faculté de refuser de s'organiser ; mais le gouvernement devra alors pourvoir à la nomination de commissaires ayant tous les pouvoirs requis, afin de faire les améliorations nécessaires dans la localité sous leur administration : ces pouvoirs devant être absolument les mêmes que ceux des conseillers.

Six heures ayant sonné l'ajournement est demandé.

L'hon. M. Norquay suggère l'ajournement du débat jusqu'à la prochaine séance, cependant, il préfère passer la seconde lecture du bill afin de pouvoir le renvoyer à un comité spécial immédiatement, et là l'amender s'il y a lieu.

M. LaRivière demande si les cartes que le gouvernement a promis de fournir aux membres sont prêtes ? Il est difficile de se rendre compte des délimitations de chaque municipalité sans avoir une carte qui les indique.

L'hon. M. Brown répond que ces cartes seront prêtes bientôt.

La continuation de la discussion est remise à la prochaine séance et la chambre s'ajourne à six heures p.m.

MERCREDI LE 4 FÉVRIER 1880.

L'Orateur prend le fauteuil à 3 heures P. M.

Les actes suivants sont lus une troisième fois :

Acte concernant la protection du gibier dans la Province de Manitoba. — M. Ross.

Acte pour permettre aux exécutants et administrateurs de transporter les hypothèques. — M. Atkins.

Acte pour incorporer la Compagnie des Chars Urbains de Winnipeg.

Sur la proposition de l'hon. M. Brown demandant la troisième lecture de l'acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer de Westbourne et du Nord-Ouest.

M. Scott soulève une discussion pour les mêmes raisons qu'il a données hier contre l'adoption de cette mesure.

L'acte est lu une troisième fois et adopté sur division.

Le débat est repris sur l'acte municipal. M. Hay qui a la parole n'a pas l'intention de continuer le débat puisque la mesure doit subir des amendements en comité.

Après la seconde lecture, l'honorable Monsieur Walker propose que le bill soit soumis à un comité spécial composé des Hons. MM. Norquay et Brown et des Messieurs LaRivière, Kitchin, Greenway, Winman, Laughlin, Cowan, Smith, Ross, Atkins, Scott, Lipseth, Tallefer Hay et le motion et le secondant.

M. Scott ne voit pas l'utilité de renvoyer le bill à un comité spécial, composé de la moitié de cette chambre, l'autre moitié se trouvant privée de pouvoir exprimer ses vues, excepté lorsque la mesure reviendra devant la chambre.

M. LaRivière ne partage pas l'opinion exprimée par l'hon. membre de Winnipeg. Une mesure de cette importance pouvait être considérée beaucoup plus avantageusement par un comité spécial, et c'est certainement le meilleur procédé à suivre. De plus, il est loisible à chaque membre de la chambre d'assister aux réunions des comités spéciaux et de faire toutes les suggestions qu'il croit justes. Les réunions des comités étant annoncées, les membres peuvent se prévaloir de ce privilège. Il croit qu'il est plus facile de travailler avec efficacité à perfectionner une mesure soumise dans

un comité spécial, plutôt que dans un comité de toute la chambre. Dans son état actuel, cette loi est susceptible de subir plusieurs changements, et il serait impossible à tous les membres de la chambre d'y travailler avec succès ; tandis que la chambre pourra considérer le rapport du comité avec beaucoup plus d'avantage lorsque la mesure aura été revue par le comité spécial.

La motion est adoptée.

M. Ross propose la seconde lecture de l'acte pour incorporer la Compagnie d'Assurance du Nord-Ouest.

Le bill étant lu une seconde fois la chambre se forme en comité général. M. Lipseth au fauteuil. Après quelques amendements, le comité se lève, fait rapport et le rapport est adopté.

L'hon. M. Norquay propose, seconde par l'honorable M. Girard, la seconde lecture du bill pour amender l'Acte de l'Université Provinciale de 1877.

Le bill est lu une seconde fois et considéré en comité général. M. Ross au fauteuil. Quelques amendements étant proposés, le comité se lève et obtient la permission de siéger de nouveau.

L'hon. M. Brown propose la seconde lecture de l'acte concernant le drainage dans la Province de Manitoba.

Après une longue et vive discussion de la part des Hons. MM. Brown et Norquay et de Messieurs Scott et Ross, le bill est lu une seconde fois et referé au comité spécial sur le bill Municipal.

Les bills suivants sont introduits et lus une première fois :

Par M. Ross. Acte pour incorporer la Compagnie de Lumière de Gaz et Electrique de Manitoba.

Par M. Kitchin. Acte concernant les clôtures de lignes.

Par l'hon. M. Walker. Acte pour amender le chapitre 45 40 Vict. intitulé : un acte pour autoriser les corporations et autres institutions incorporées, en dehors de cette Province à prêter de l'argent.

Par M. Nash, un acte permettant à la corporation d'Emerson de construire un pont de trafic sur la Rivière Rouge.

Par l'hon. M. Girard, acte pour amender l'acte des élections contestées de Manitoba de 1875.

Par l'hon. M. Norquay, acte concernant l'indemnité des membres. Aussi, acte pour autoriser à retirer du gouvernement du Canada le capital au crédit de la Province.

Par l'hon. M. Walker, acte concernant les coroners et les commissaires en B. R.

M. Brodard demande qu'une requête des résidents de St. Boniface, de Ste. Agathe et de St. Norbert se plaçant de la passation de l'acte municipal soit maintenant lue. Et la chambre s'ajourne à 3 heures P. M.

(A continuer)

NOUVELLES DIVERSES.

UNE COÛSINE QUI NE PLAISANT PAS. — Le jeune Sieger Williams, du Texas, était depuis quelques jours en visite chez son oncle, à Carey Spring, Ohio, Mardi passé, au moment où sa cousine, Gemina Williams allait s'asseoir, il a retiré la chaise de dessous elle, et la jeune fille s'est naturellement éblée sur le parquet. En se relevant, elle a jeté un coup d'œil si courroucé à Sieger que, comprenant qu'il ne peut tarder à cette plaisanterie, elle n'était pas du goût de sa cousine, il s'est sauvé dans la cour, mais elle a saisi un fusil déposé dans un coin de la

chambre, lui a couru après et lui a envoyé la balle au milieu du front. La mort du rustique coïnsa a été foudroyante.

En Suite, la première fois qu'un homme paraît dans un lieu public en état d'ivresse, il est condamné à une amende de trois dollars. La deuxième fois à six dollars. La troisième et quatrième fois la peine est beaucoup plus rigoureuse : non-seulement il paie une somme plus forte mais il perd en outre les droits d'électeur et d'éligible, et le dimanche qui suit l'ivresse il subit la peine du pilori devant l'église paroissiale. La cinquième fois il est renfermé dans une maison de correction et condamné à six mois d'un travail forcé. La sixième fois il est condamné à un an de prison avec travail forcé. Toute personne convaincue d'avoir excité quelqu'un à l'ivresse paye trois dollars ou six si c'est un adolescent qui s'est enivré.

Un ministre qui s'est mis en état d'ivresse perd son bénéfice, un laïque fonctionnaire est suspendu ou destitué. Jamais l'ivresse n'est acceptée comme excuse d'un délit. Un homme mort ivre n'est pas enterré dans un cimetière.

L'invention de cette machine supérieure et complète (The Family Sewing Machine) marque une époque des plus importantes dans l'histoire des machines, et lorsqu'on considère sa grande utilité et son bas prix (extremement bas) il est très difficile de concevoir une invention d'une plus grande ou même d'une égale importance pour les familles. Son travail est considérable ; son mouvement est doux, régulier et aisé ; son exécution est rapide, son opération sûre et la rend supérieure à toute autre. Le mécanisme est tout d'acier ; les bobines contiennent 100 yds de fil ; la couture est la plus ferme de toutes ; elle est nette et régulière, et peut en un instant être changée de façon à s'adapter aux substances les plus dures et les plus fines. Le point peut, si on le veut, être à peine aperçu à cause de sa finesse ; sa rapidité rend impossible de les compter ; elle conduit à la perfection toutes espèces d'étoffes, soit grossières, dures ou fines, et cela avec plus de facilité qu'aucune autre machine. Elle n'a pas besoin de recommandation pour se vendre rapidement ; la commande toujours croissante, les églises volontaires de la presse et les milliers de familles qui s'en servent témoignent de sa valeur et de sa nécessité comme article indispensable dans une famille, sa popularité s'accroît tous les jours. On peut voir cette machine aux bureaux du Journal. AGENTS DEMANDÉS par la compagnie, S'adresser pour plus amples renseignements à "FAMILY SEWING MACHINE CO." 735 Broadway, New-York — N. Y. U. S.

NAISSANCE.

A St. Boniface, le 29 Février 1880 la dame de Roger Marion Eor, un fils.



Chemin de fer Pacifique Canadien.

DES SOUMISSIONS pour une seconde section de cent milles, A L'OUEST DE LA RIVIERE ROUGE, seront reçues par le sous-général jusqu'à la fin de Mars prochain. Cette section s'étend d'un point formant l'extrémité du central 48, près de la frontière ouest du Manitoba, jusqu'à un endroit à l'ouest de la vallée de "Red Tail Creek". Les soumissions devront être faites sur des blanches imprimées que les entrepreneurs pourront obtenir le 20 Mars, le jour de Mars prochain, dans les bureaux de l'ingénieur du Pacifique, à Ottawa et à Winnipeg. Par ordre, F. BRAUN, Secrétaire. Département des chemins de fer et canaux, Ottawa, 7 février 1880.



Chemin de fer Pacifique Canadien.

Soumission pour matériel roulant

DEMANDE des soumissions pour la fourniture de matériel roulant, qui doit être livré sur la ligne du chemin de fer du Pacifique, dans le cours des quatre années prochaines. Les offres doivent être envoyées à fournir chaque année :

- 10 wagons de première classe, ou wagons lits, selon que pourra l'exiger le département.
- 20 Wagons de seconde classe.
- 3 wagons d'express ou de bagage.
- 3 wagons de poste et wagons funéraires.
- 240 wagons de fret convertis.
- 100 wagons de fret découverts.
- 2 chariots pour le déblayage de la voie.
- 2 chariots à neige.
- 2 chariots en sauterie.
- 40 wagons d'équipage.

Le tout à être livré au Canada, et livré sur le parcours du chemin de fer du Pacifique, à Port William ou dans la Province de Manitoba. En s'adressant au bureau de l'ingénieur en chef, à Ottawa, le ou après le 15ème jour de Mars prochain, on pourra obtenir les dessins les spécifications et autres détails. Le soumissionnaire recevra les soumissions jusqu'à midi, le premier jour de JUILLET prochain.

Par ordre, F. BRAUN, Secrétaire.

Département des chemins de fer et canaux, Ottawa, 7 février, 1880



AVIS PUBLIC.

Tous comptes présentés pour paiement et requérant la sanction du Ministre des Travaux Publics, devront être accompagnés de l'ordre du Ministre des Travaux Publics autorisant le paiement des dits comptes.

C. P. BROWN, Ministre des Travaux Publics, Winnipeg, 21 février 1880. 27.



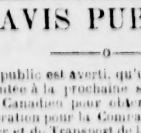
AVIS PUBLIC.

Tous comptes cachetés et adressés au sous-général seront reçus au département des Travaux Publics jusqu'à midi le

10ème JOUR DE MARS PROCHAIN

pour la re-construction du pont à Morris. Les plans et devis pourront être vus le et après le 1er de Mars en s'adressant au Bureau des Travaux Publics. On ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune des soumissions.

C. P. BROWN, Ministre des Travaux Publics, Winnipeg, 21 février 1880. 27.



AVIS PUBLIC.

Le public est averti, qu'une requête sera présentée à la prochaine session du Parlement Canadien pour obtenir un acte d'incorporation pour la Compagnie "Le Chemin de Fer et de Transport de la Vallée Nelson, avec l'autorisation de construire, maintenir et exploiter le dit chemin de fer et d'acquiescer à la topographie, entre un point sur les Rivières Hayes, Nelson ou Churchill, et un point sur le chemin de fer du Pacifique Canadien à adieu à l'est de la Rivière Rouge par la vallée du fleuve Nelson, avec le pouvoir de posséder et faire naviguer des bateaux à vapeur en rapport avec les lignes précédentes.

(Signé), M. M. TAIT, Secrétaire. Montréal, 2 Fév., 1880.

BROCHE A CLOTURE !

Ayant été nommé Agents pour la plus GRANDE COMPAGNIE MANUFACTURIERE DE BROCHE OU FIL DE FER A CLOTURE, dans l'Amérique, nous sommes prêts à remplir toutes les commandes qu'on voudra bien nous confier, article bien supérieur à tous les autres.

MULHOLLAND FRERES.

FERRONNERIE

ENSEIGNE

DE LA

SCIEROUGE

GRANDE RUE,

WINNIPEG

Mulholland Freres,
Coutellerie, Limes, Argenterie Plaquée, Serrures, Couteils et Fourchettes, Bouteilles, Bouteilles, Fer, Huiles de Charbon, Lampes et Lanternes, Planches à tuyailler, Châsses pour Sleighs, Verres à tuyailler, Fioles, Lignes, Outils de Menuisier, Balances, Peintures, Pies, For à repasser, Huiles, Pies de laiton, Fûts, 1ere qualité, Terebentine, Poudre, Vernis, Pomb, Vitre, Cartonches, Mastic, Boites, Câble, Câble à chien, Etoupe, Hameçons, Toile à emballer, Pompes, Courroies de cuir, Tuyaux de plomb, Fourches à foie, Tuyaux de fer, Fourches à fumier, Boyaux (hoses), Manchures, Lavoires, Bêches, Gachettes de fer, Casseroles en faïence, Pelles à grain, Pelle à charbon, Chaudrons, Four à bœufs, Crochets, Fer, Acier, Pies, Enclumes, Vis, Griffes, Marteaux, Traverses pour la terre, Fer à cheval, Haches, Clous à cheval, Seies.

POELES

Poeles de cuisine, Poeles de salon, Poeles, Poeles à charbon.

FERBLANTERIE

Un assortiment complet en magasin ; commandes reçues et remplies.

OUTILS.

Nos instruments oratoires, outils de menuisier, haches, etc., sont de la meilleure qualité, et nos prix très raisonnables.

VENANT D'ARRIVER.

Un char de papier de gendarmé pour maisons. Clous à planches, Huile de charbon, Poeles de cuisine et de salon.

Mulholland Freres.

Winnipeg, 1er Mai, 1879. 2me.

CONSUMPTION.

GUERIE POSITIVEMENT.

Tous ceux qui souffrent de cette maladie et qui sont des hommes ou des femmes devraient essayer les CELEBRES PILULES CONSUMPTIVES DE DR. KISSEY.

Ces pilules sont les seules qui soient connues pour guérir tous les maux de GOUTTE, et les maladies de FOIES. Afin de convaincre que nous cherchons pas à vous tromper nous vous enverrons gratis, par poste, l'EXEMPLE.

Nous n'avons pas besoin de votre argent jusqu'à ce que vous soyez parfaitement convaincus de la guérison que ces pilules auront produite ; Si votre vie vaut la peine d'être sauvée, ne négligez pas de faire l'essai de ces remèdes, qui vous guérira certainement.

Prix : une grande boîte \$3.00, expédier dans l'importe quelle partie des Etats-Unis et du Canada par la poste sur reçu du prix ci-haut mentionné.

ASH & ROBBINS,

300 Rue Fulton, Brooklyn, N.Y.

24 Mai, 1877.

BOULE ROUGE

MAGASIN DE NOUVEUTES,
HARDES FAITES

ET

Etablissement de Tailleur.



As-sortiment complet dans chaque ligne aux prix les plus bas.

Nouvelles Marchandises

reçues tous les jours ;
marquées au prix coûtant, comme
préparation au système de

Paiement au Comptant,

à commencer du

1er Mai 1879.

Des circulaires donnant les prix réduits seront distribuées à cette époque qui prouveront au public les avantages à retirer des achats faits au comptant.

L'établissement de Tailleur est
comme toujours sous la direction
d'un Tailleur de Première Classe.

La Boule Rouge.

249 GRANDE RUE 249

WINNIPEG.

A. H. BERTRAND.

HURRAH !

Enfin nous avons un magasin
nouveau à

ST. CENIFACE.

Qui devra être le plus encourageant, parce que les articles qui sont offerts en vente par le sous-signe à meilleur marché que dans toute autre maison de commerce à St Boniface.

George Couture.

M Couture invite respectueusement ses amis et le public en général à venir le visiter afin de se convaincre par eux-mêmes de la bonne qualité et du bon marché de ses marchandises.

ATTENTION

St Boniface, 7 Avril 1879



AVIS PUBLIC.

AVIS est par le présent donné que d'aujourd'hui, les comptes pour les impressions du Gouvernement Provincial de seront pris en considération à moins qu'ils ne soient accompagnés d'un ordre de l'imprimeur de la Reine.

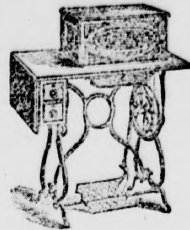
Aussi, aucune annonce ne sera insérée dans la Gazette Officielle sans être payée d'avance, au prix accordé par la loi.

ALEX. BEGG,
Imprimeur de la Reine.

14 février, 1880

On demande des Agents.

Les Machines de \$65 réduites à \$25.



A faire facilement
à 150 par semaine.

CHATELAIN ET WILSON
CHATELAIN ET WILSON

LA NOUVELLE Machine à coudre "Famille."

LA MEILLEURE ET LA MOINS CHERE DE L'UNIVERS.

L'expérience le prouve au delà de tout doute.

La navette y est à fil double, et la pique est double de chaque côté de l'aiguille, ce qui lui a fait donner le plus haut prix à l'Exposition Centennale de Philadelphie en 1876. Les fabrications sont complètes et plus considérables que n'importe quelle autre machine, et le prix en est à \$25. Movement de la navette horizontale sur cadre fort.

Navette s'ajustant d'elle-même, nouvelle Tenon automatique. Nouvelle.

Navette très longue et large, s'ajustant facile ment.

Repasses, très-larges, contenant 100 verges de fil, et ayant à la nécessité de renouvellement.

La tension de la navette se fait directement sur le fil et non pas sur la bobine. Comme dans les autres machines, et est invariable que la bobine soit chargée ou non.

La perfection même du point de la tension.

Le fil supérieur et inférieur est tiré en même temps et la pique se fait en même temps au milieu de l'aiguille, ce qui donne une couture semblable des deux côtés, quelle que soit l'épaisseur de l'étoffe, cuir, ou gaze.

Quatre motions ; le fil part de chaque côté de l'aiguille.

Nouvele prise s'ajustant d'elle-même, le fil ne se mêle pas, et pas de point de perdus.

Bonne largeur du bras, et bonne capacité d'aiguille.

S'adapte à tous les besoins de couture dans la famille, sans exception.

Les diverses parties peuvent s'échanger. Fabriquées avec le meilleur acier poli.

Motion positive, et garantie d'ouvrage certain.

Plus facile à comprendre que n'importe quelle machine.

Travail facile à l'aiguille. Nulle force nécessaire.

Toujours prête, jamais d'arrangements.

Sa réputation est universelle comme machine sûre pour une famille.

Facile et douce à faire fonctionner, exige peu de soin et durera jusqu'à siècle prochain.

Fort simple, rapide et efficace.

Service vous en une fois, et vous n'en vendrez pas d'autre. L'argent remis avec plaisir si elle ne fait le double de l'aiguille et ne dure pas plus qu'une machine ordinaire.

Les agents la vendent plus rapidement qu'aucune autre par suite de sa qualité et son bas prix.

Venez au Bureau de ce Journal pour l'examiner.

en faites en venir une par l'entremise du journal.

Machines envoyées pour examen avant le paiement. Garantie de 2 ans. Remise en ordre sans frais. Argent remboursé si la machine n'est pas parfaite. Remises faites au clergé, aux instituteurs, aux marchands, etc., qui veulent présenter des agents.

Cheval et voiture gratuits pour les agents. Remises faites sur les livres de description.

Exclusifs d'Amérique avec des échantillons d'ouvrage, conditions, échantillons, etc., s'adresser :

"FAMILY SEWING MACHINE"
775 BROADWAY, NEW YORK.

16 Oct. 1878-1879.

Act des Elections Contestés
DE MANITOBA.

Re St. BONIFACE.

Avis est par le présent donné que l'Assemblée législative pour le District Electoral No. 19 est, Boniface.

EMPHATIS MONTRES PERFECTIONNEES DE COUTURE

CHOC A LA BELLEMANE DE MONTREAL.

Jamais d'un a en comme à présent au tant de machines guéries par les applications extérieures. Il est notoire que plus de la moitié du monde se sert d'emplâtres ordinaires.

Les principaux ingrédients qui entrent dans la composition de ces emplâtres Mitchell sont la gomme, l'huile, le caoutchouc et la poix de Bourgogne, et mélangés avec les gommes précieuses médicinales, forme l'un des moyens les plus puissants pour éliminer les plaies.

Ces emplâtres, de l'avis de tous ceux qui s'en sont servis, agissent plus promptement qu'aucune autre, et l'application d'un seul vaut plus que cent autres ordinaires. Les autres emplâtres sont lentes et exigent d'être toujours appliqués pour guérir ; il en est autrement de celui-ci, qui soulage instantanément.

Elles guérissent de toutes les plaies, écorchures, brûlures, et toutes les autres plaies. Grand nombre de personnes ont été guéries de rhumatisme, de douleurs de reins, de douleurs de poitrine ou de côtes, sont-elles qu'elles doivent aux qualités électriques possédées par ces emplâtres.

Elles sont donc si utiles, tant en cas de douleurs, et guérissent à tout égard les douleurs de reins, de côtes et d'estomac, sont sans pareilles pour les rhumes, les toues, et proviennent souvent la consommation, quelques-uns même croient qu'ils ont été guéris d'une consommation ancienne et bien définie.

Préparés par GEORGE E. MITCHELL, Lowell, Mass.

En vente chez tous les pharmaciens.

2 Juillet, 1877.

A.

BIGGS & WOOD.

Procureurs des Petitionnaires.

Winnipeg, 31 janvier, 1880.

BEAUTY



BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY

BEAUTY